

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 08 janvier 2026

L'inflation a ralenti en fin d'année 2025 pour s'établir à 3,69 % en glissement annuel, clôturant l'année dans la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (3 % ± 1).

LE CHIFFRE A RETENIR

3,69 %

Taux d'inflation
en g.a. en décembre 2025

Cette évolution reflète une progression mensuelle modérée du taux d'inflation, en hausse de 0,28 % en décembre. La dynamique désinflationniste demeure toutefois inégale selon les composantes. L'inflation sous-jacente reste élevée à 4,33 % g.a., tirée de façon égale par les prix des biens et ceux des services.

À l'inverse, l'inflation non sous-jacente a continué de diminuer, s'établissant à 1,61 % g.a., sous l'effet d'augmentations limitées des prix agricoles et d'une progression contenue des prix de l'énergie.

La persistance de pressions sous-jacentes suggère que la convergence vers la cible centrale de 3 % (toujours prévue au T3 2026 par Banxico), pourrait rester graduelle, appelant au maintien d'une posture monétaire prudente de la Banque centrale.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le peso mexicain a enregistré en 2025 sa plus forte hausse par rapport au dollar depuis trois décennies (+13,8 %). Le peso mexicain a clôturé l'année à 18,01 MXN/USD, enregistrant sa plus forte progression par rapport à la devise américaine depuis l'adoption du régime de change flottant en 1994. L'appréciation observée en 2025 a ainsi dépassé celle enregistrée au cours de l'année 2023 (+13 %). Dans le panier élargi des principales devises, le peso mexicain se positionne comme la sixième devise la plus appréciée en 2025. La faiblesse du dollar a nettement contribué à cette évolution. En effet, l'indice dollar, a enregistré son plus fort recul depuis 2017, ce qui s'explique par (i) les baisses de taux d'intérêt opérées par la Réserve fédérale, (ii) les préoccupations budgétaires et (iii) les incertitudes en liens avec la politique extérieure du président Donald Trump. Les analystes soulignent en outre que la devise mexicaine a été soutenue par la politique monétaire japonaise en lien avec les opérations de *carry trade*, qui consistent à emprunter des fonds en yens et à les investir en pesos, en profitant de taux d'intérêt plus élevés. Le différentiel des taux d'intérêt avec les Etats-Unis a également contribué à soutenir le peso. Pour rappel, le différentiel entre le taux d'intérêt de la Banque centrale du Mexique (Banxico) et de la réserve fédérale (Fed) a clôturé l'année 2025 à 325 points de base (pdb), en baisse cependant par rapport au différentiel enregistré fin 2024 (550 pdb), dans un contexte d'intensification du cycle d'assouplissement monétaire de Banxico l'année dernière. Enfin, la résilience de l'activité économique mexicaine, dont la contraction en 2025 a été écartée, a contribué à la bonne tenue du peso mexicain.

Le consensus de marché anticipe une baisse de 25 points de base du taux directeur de la Banque centrale du Mexique en mai 2026, avec un taux de politique monétaire projeté à 6,50 % à l'horizon 2026-2027. Selon la dernière enquête de Citi (6 janvier), la majorité des analystes s'attend à un assouplissement monétaire progressif, bien que le calendrier précis reste débattu. Si une part significative des répondants privilégie une première baisse en mai, d'autres anticipent une décision plus précoce ou, à l'inverse, un report à plus tard dans l'année, reflétant l'incertitude entourant la dynamique inflationniste. Les anticipations d'inflation demeurent élevées par rapport à la cible de 3 % de la Banque centrale (Banxico). Pour fin 2026, l'inflation globale est désormais attendue autour de 4 %, avec une inflation sous-jacente qui devrait également rester proche de ce niveau, suggérant

des pressions inflationnistes persistantes. À moyen terme, les projections convergent toutefois vers une inflation légèrement inférieure à 4 % à partir de 2027, sans retour rapide à la cible de 3 %. Les anticipations de change restent globalement stables, avec 1 USD = 19 MXN prévu à fin 2026. Enfin, les perspectives de croissance restent modestes. Le consensus maintient une prévision de croissance du PIB très limitée en 2025 à 0,4 % g.a., suivie d'une reprise graduelle en 2026 (1,3 % g.a.) et 2027 (1,8 % g.a.).

Alors que les exportations se sont modérées, la consommation privée a été la seule composante de la demande globale à avoir augmenté au T3 2025 par rapport au trimestre précédent. Au cours du T3 2025, la demande globale a augmenté de 0,7 % en glissement trimestriel (g.t.), selon les chiffres corrigés des variations saisonnières et en termes réels. La consommation privée a augmenté de 1,1 % g.t. tandis que la consommation publique s'est contractée de 0,1 % g.t. et la formation brute de capital fixe de 0,8 % g.t.. Après sept trimestres consécutifs de hausse, les exportations ont également reculé de 0,9 % g.t., mettant en avant une perte de dynamisme de la demande extérieure qui a été sur l'ensemble de l'année le moteur de la croissance. En termes annuels, les exportations ont cependant continué à progresser (+3,9 % g.a.). La consommation privée a pour sa part augmenté de 1,4 % g.a. tandis que la formation brute de capital fixe a continué de chuter (-7,6 % g.a.). Au total, la demande globale a enregistré une hausse de 1,0 % en g.a. au T3 2025, affichant une certaine résilience malgré l'environnement économique adverse.

Sectoriel

L'intervention américaine au Venezuela redessine les perspectives du secteur pétrolier mexicain. Le président américain Donald Trump a annoncé que les Etats-Unis seraient désormais en charge de l'administration des ressources pétrolières du Venezuela et que 30 à 50 millions de barils de pétrole seraient remis par les autorités vénézuéliennes et envoyés sur le sol américain « *immédiatement* ». Selon Donald Trump, les compagnies pétrolières américaines investiront en outre des milliards de dollars dans la réparation des infrastructures pétrolières du Venezuela, afin de « *relancer* » l'industrie pétrolière vénézuélienne, ce qui pourrait concurrencer directement l'entreprise nationale pétrolière mexicaine Pemex qui exporte une part non négligeable de sa production aux Etats-Unis. Les exportations de pétrole brut de Pemex ne représentent qu'à peine 20 % de ses revenus, mais une baisse des importations américaines de pétrole mexicain pourrait fragiliser davantage la situation financière de Pemex, déjà critique. Les analystes pointent en outre que les ressources financières que les compagnies pétrolières américaines auraient pu destiner à Pemex, que ce soit dans le cadre de contrats mixtes ou d'un

autre système de participation, risquent finalement d'être allouées au Venezuela. En conséquence d'une éventuelle baisse des importations de pétrole mexicain par les Etats-Unis, le Mexique pourrait se tourner vers d'autres marchés. A cet égard, la présidente Claudia Sheinbaum a avancé que « *compte tenu de la situation actuelle au Venezuela, le Mexique devient un fournisseur important* » de Cuba. Elle a toutefois nié que davantage de pétrole ait été envoyé vers l'île après la capture de Nicolás Maduro et a expliqué que le gouvernement effectue des livraisons régulières de pétrole brut à l'île pour des « *raisons humanitaires* ». Pour le moment, l'intervention américaine au Venezuela a déjà eu un effet sur les prix, se reflétant sur le prix de référence du pétrole brut qui a montré des signes de faiblesse en raison des craintes d'une offre excédentaire.

Viva Aerobus et Volaris ont conclu un accord en vue de constituer un groupe aérien détenu à parts égales par les deux compagnies, organisé autour d'une holding commune, tout en préservant leurs marques et leurs opérations respectives. Cette fusion entre égaux vise à contrer les défis de la chaîne d'approvisionnement et à réduire les coûts de flotte, tout en stimulant la demande par des tarifs bas et de nouveaux vols au Mexique et à l'étranger. Sous la présidence de Roberto Alcántara Rojas, la nouvelle entité maintiendra sa cotation aux bourses de Mexico et de New York et prévoit de renforcer la connectivité dans des hubs clés comme l'AIFA ou Monterrey. L'opération, qui pourrait générer entre 55 et 60 emplois directs par nouvel avion intégré, devrait être finalisée en 2026 après approbation réglementaire.

En 2025, le marché automobile mexicain a atteint un niveau historique de ventes, avec une estimation de 1 625 722 véhicules écoulés selon l'Association mexicaine des distributeurs automobiles (AMDA). Ce record dépasse le précédent sommet de 2016 et s'explique en partie par l'intégration d'environ 107 000 véhicules de marques chinoises - telles que BYD, GAC ou Chirey - dont les ventes ne sont pas comptabilisées dans les statistiques officielles de l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI). Sur la base des données enregistrées par l'INEGI, les ventes se sont élevées à 1 524 583 unités, en hausse de 1,3 % par rapport à 2024. Il s'agit du volume le plus élevé depuis 2017, bien que la dynamique de croissance cumulée ait ralenti, atteignant son niveau le plus faible depuis 2019. Le marché demeure dominé par Nissan, avec 274 500 unités vendues (+7,6 %), devant General Motors (198 200 unités, -3,4 %) et Volkswagen (138 000 unités, -0,2 %). Certaines marques ont toutefois enregistré des performances remarquables, à l'image de Mazda (107 004 unités, +7,2 %) et de Toyota, qui ont toutes deux signé des ventes annuelles record.

Finances publiques

Le Mexique a procédé en ce début d'année à une émission de dette externe de 9 Mds USD sur les marchés financiers internationaux, un niveau inédit pour la troisième année consécutive. L'opération, réalisée ce premier mois de l'année dans un contexte de liquidité favorable, s'est répartie entre trois obligations en dollars à échéance 8, 12 et 30 ans, pour des montants respectifs de 3, 4 et 2 Mds USD. Les obligations à 12 et 30 ans ont été émises avec des écarts de rendement de 200 points de base, les plus faibles observés depuis 2020 et 2019, reflétant une amélioration de la perception du risque souverain à long terme, malgré un environnement international marqué par des incertitudes persistantes. La demande a atteint 30 Mds USD, soit 3,3 fois le montant placé, avec la participation de 279 investisseurs internationaux. Selon le ministère des Finances, cette émission permet de couvrir une part significative des besoins de financement en devises du gouvernement fédéral pour 2026 et contribue à renforcer la courbe souveraine en dollars du Mexique, en établissant de nouveaux points de référence liquides. L'opération s'inscrit dans le cadre du Plan annuel de financement 2026, qui vise à maintenir la dette publique sur une trajectoire stable et soutenable à moyen terme.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	08/01/2026
Bourse (IPC)	3,75%	29,52%	64 871, 7 points
Change MXN/USD	-0,06%	-11,96%	17,98
Change MXN/EUR	-0,52%	-0,34%	20,97
Prix du baril mexicain	-1,15%	-25,12%	51,64

Amérique centrale

Costa Rica

Le Costa Rica serait le premier exportateur mondial d'ananas, concentrant plus de 50 % de la valeur totale des exportations mondiales, soit 1,4 Md USD. Ce succès s'expliquerait par son climat tropical, ses infrastructures logistiques et portuaires développées, et son accès à de grands marchés comme les États-Unis et l'Europe. Le pays se place devant les Philippines, qui concentrent près de 16 % du marché.

Le Costa Rica serait sur le point de rejoindre le Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), devant encore régler quelques points sensibles sur certains produits agricoles et services. Cet accord de libre-échange regroupant 12 économies d'Asie-Pacifique et des Amériques, vise la réduction des droits de douane et l'approfondissement de l'intégration commerciale entre les pays signataires. Selon les autorités, les négociations sont à un stade avancé, mais des points sensibles subsistent, notamment l'accès au marché costaricien de certains produits agricoles (pommes de terre, poisson) et services stratégiques. L'adhésion au CPTPP pourrait permettre, selon les autorités, de diversifier les débouchés du pays, renforcer son attractivité pour les investissements étrangers et s'insérer davantage dans les chaînes de valeur du Pacifique. Une fois finalisé, le processus doit être approuvé par l'Assemblée législative et examiné par la Chambre constitutionnelle avant que l'adhésion ne devienne définitive.

Le Costa Rica a fortement reculé dans le dernier Global Organized Crime Index, révélant une augmentation du commerce illicite transnational, avec des impacts économiques et fiscaux croissants. Selon le rapport 2025 de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime, le pays serait passé du 88ème rang en 2021 au 58ème rang sur 193 pays, reflétant une montée du crime organisé et des marchés illégaux, notamment le trafic d'êtres humains, le trafic de drogues, ainsi que le commerce illicite de tabac et d'alcool. L'étude met en lumière un essor du marché de produits contrefaits et de contrebande (fertilisants, chaussures, vêtements, mais aussi faux médicaments qui auraient triplé en 2023), engendrant des pertes fiscales importantes. La Chambre de commerce du Costa Rica alerte sur l'impact économique de ce phénomène, estimant que les biens illicites équivaudraient à environ 2 % du PIB.

El Salvador

Selon l’Institut salvadorien du Tourisme (ISTU), le pays a accueilli 4,1 millions de visiteurs étrangers en 2025, soit une hausse de plus de 5 % par rapport à l’année 2024, au cours de laquelle leur nombre s’était élevé à 3,95 millions. Ce « *nombre totalement historique* » est supérieur aux prévisions du ministère du Tourisme, qui en décembre dernier espérait clore l’année avec 4 millions de touristes internationaux. En 2025, 1,5 million de touristes, soit 36,5 % du total, étaient guatémaltèques (+13 % par rapport à 2004), 1,3 million, soit 31,7 % du total, provenaient des Etats-Unis (+1,3 %), et 792 000, soit 19,3 %, du Honduras (+6 %). Selon l’ISTU, le pays pourrait recevoir 4,2 millions de touristes étrangers en 2026 et 5 millions en 2030.

Selon le chef de mission du FMI pour le Salvador, la croissance du PIB sera en 2025 « *de l’ordre de 4 %* », avec « *de très bonnes perspectives pour l’année 2026* », grâce à « *une plus forte confiance, des remesas record, et une dynamique d’investissement soutenue* ». Le président Bukele avait, le 16 décembre dernier, déclaré croire que la croissance serait sur l’année « *supérieure à 4 %* ». La Banque centrale a pour sa part fait état d’un taux de croissance de 5,1 % au troisième trimestre, après 4,1 % au deuxième trimestre et 2,4 % au premier.

Guatemala

Selon le Système intégré de Comptabilité (SICOIN) du gouvernement, le taux d’exécution du budget 2025 atteint 90,6 %, contre 91,9 % en 2024. L’ASIES (Association de Recherche et d’Etudes sociales) souligne que « *la faible exécution en 2025 concerne principalement les investissements, car les dépenses de fonctionnement – qui portent principalement sur des salaires et traitements – ont un taux d’exécution élevé* ». Le ministère des Communications, de l’Infrastructure et du Logement affiche un taux particulièrement bas avec 68,2 %, et selon le CACIF, principale organisation patronale. Le taux s’élève à 82 % pour ses dépenses de fonctionnement mais à 57,4 % seulement pour l’investissement en infrastructures.

Honduras

Le candidat du parti conservateur Partido Nacional, Nasry Asfura, a été élu à la présidence de la République. Suite à l'annonce de cette élection, le Conseil hondurien des Entreprises privées (Cohep), principale organisation patronale, a déclaré espérer que « *le Honduras sera administré de manière responsable et selon une véritable vision d'avenir* », et a estimé le temps venu « *d'ouvrir une nouvelle ère d'espérance et d'effort collectif* ». Le Cohep a par ailleurs considéré que « *le prochain gouvernement devrait se fixer comme priorité d'attirer les capitaux et de créer de nouvelles sources d'emplois formels, seule solution pour réduire les niveaux de pauvreté et d'inégalité qui caractérisent actuellement le pays* », et pour ce faire « *envoyer des signaux clairs aux investisseurs nationaux et étrangers* ».

Selon la Banque centrale, le pays a sur les trois premiers trimestres de 2025 reçu 534,8 M USD d'IDE, soit 11,3 % de moins qu'au cours de la même période en 2024. Les flux se sont largement modérés au long de l'année dernière, passant de 294,7 M USD au T1 à 129,2 M USD au T2 et 110,9 M USD au T3. Les autorités affichent comme objectif d'atteindre sur l'année 2025 un total au moins égal aux 993,9 M USD de 2024. Entre juillet et septembre, des flux de 182,2 M USD ont été enregistrés dans le secteur Banque et assurances (grâce principalement au réinvestissement des bénéfices de banques et compagnies à capitaux étrangers) et 147,6 M USD dans les secteurs Transports, logistique et télécommunications. Les secteurs Industries manufacturières et maquilas ont en revanche enregistré des flux négatifs respectifs de 178,8 M USD et 84,8 M USD.

Nicaragua

Selon la Banque centrale (BCN), les importations nicaraguayennes en provenance de Chine continentale ont porté sur 1,56 Md USD sur les dix premiers mois de 2025, soit près de 20 % des importations totales du pays. La Chine s'affirme ainsi comme deuxième fournisseur du pays, proche des Etats-Unis dont les exportations vers le Nicaragua se sont élevées sur la période à 1,68 Md USD. Or si depuis 2021, année qui a vu le Nicaragua rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan et les rétablir avec la Chine, les importations en provenance des Etats-Unis sont restées stables, celles venant de Chine se sont pour leur part augmenté de 66 %.

Panama

Le gouvernement panaméen serait parvenu à contenir le déficit budgétaire sous le seuil de 4 % du PIB en 2025, tandis que la dette publique atteindrait 59,4 Mds USD.

Le président Mulino a affirmé que le renforcement des capacités de la Direction générale des recettes (DGI) aurait permis, entre janvier et octobre 2025, d'augmenter les recettes fiscales de 15 % par rapport à la même période l'année dernière. Le gouvernement souligne notamment le rôle important de la modernisation des processus de collecte et de la Loterie fiscale, qui incite les consommateurs à demander leur facture auprès des commerçants, qui sont alors obligés de déclarer la transaction, et donc de payer leurs impôts. Le gouvernement rappelle qu'entre décembre 2019 et décembre 2024, la dette publique aurait augmenté de 73 %, tandis que la charge annuelle des intérêts aurait doublé sur la même période, passant de 1,25 Mds à 2,5 Mds. Dans ce contexte, les autorités insistent sur la nécessité de renforcer la discipline budgétaire, considérée comme un levier essentiel pour préserver la confiance des investisseurs étrangers. À ce titre, le Panama est parvenu à maintenir son grade d'investissement auprès de deux des trois principales agences de notation, à savoir Moody's et Standard & Poor's.

Le gouvernement panaméen anticipe une croissance économique de 4 % en 2025, un rythme supérieur à la moyenne régionale, mais reconnaît que les perspectives à moyen terme restent contraintes par d'importants défis structurels, au premier rang desquels figure la création d'emplois. Au-delà de l'enjeu de discipline budgétaire, les autorités mettent en avant la nécessité de stimuler l'emploi formel et de réduire le poids de l'informalité dans l'économie. En 2024, le taux de chômage s'élevait à 9,5 %, tandis que près de la moitié de la population active (49,3 %) évoluait dans le secteur informel, illustrant les fragilités persistantes du marché du travail. Les disparités territoriales demeurent marquées. Certaines régions apparaissent particulièrement affectées en 2025, notamment Bocas del Toro, à l'ouest du pays, où les manifestations contre la réforme de la Caisse de sécurité sociale ont entraîné l'arrêt de l'activité de l'entreprise bananière Chiquita, employeur majeur de la zone. Selon le gouvernement, la reprise des exportations de cette entreprise, attendue en janvier 2026, pourrait permettre la réactivation d'environ 5 000 emplois dans la région. De son côté, la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture du Panama (CCIAP) appelle à la mise en place d'une stratégie cohérente et de long terme en matière d'emploi, axée notamment sur l'éducation, l'insertion des jeunes sur le marché du travail et le soutien à l'entrepreneuriat.

Les exportations panaméennes pourraient atteindre 1,3 Md USD en 2025, selon les estimations du ministère du Commerce et de l'Industrie (MICI), soit une hausse d'environ 3,8 % par rapport à 2024. Cette progression serait principalement soutenue par les ventes de produits agricoles, en particulier les crevettes, les bananes, les pastèques et le sucre. À moyen terme, la reprise des exportations de bananes du groupe Chiquita, interrompues en 2025 dans le contexte de mouvements sociaux, pourrait constituer un facteur de soutien additionnel à la performance exportatrice en 2026. Parallèlement, les autorités entendent renforcer la diversification de la base exportatrice en misant sur le développement des exportations de services à forte valeur ajoutée. Les priorités identifiées incluent notamment les technologies de l'information, la cybersécurité, les services professionnels, les productions audiovisuelles et la télémédecine. Une stratégie spécifique à ces segments devrait être présentée au cours du premier trimestre.

Le Canal de Panama aurait contribué à hauteur de plus de 31 Mds USD aux finances publiques au cours des 26 années écoulées depuis son transfert à l'administration panaméenne. Pour l'exercice budgétaire 2025, les dividendes versés par l'Autorité du canal de Panama (ACP) à l'État devraient atteindre 2,96 Mds USD, soit une hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'expliquerait en grande partie par la normalisation des transits, après les perturbations liées à la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño. À moyen terme, plusieurs projets d'infrastructure d'envergure devraient être engagés afin de renforcer la résilience et la compétitivité du canal. Ils incluent notamment la construction du barrage du Río Indio, le développement d'un gazoduc, le lancement d'appels d'offres pour les terminaux portuaires de Corozal, sur la côte Pacifique, et de Telfers, sur la côte Atlantique, ainsi que l'aménagement d'un corridor logistique routier le long de l'axe interocéanique. Ces investissements visent à préserver le rôle central du canal dans l'économie panaméenne et dans le commerce international, alors qu'environ 5 % des échanges mondiaux transitent par cette voie stratégique.

Caraïbes

Cuba

La Banque centrale de Cuba a lancé, le 18 décembre 2025, une réforme du marché des changes marquée par l'introduction d'un taux de change flottant afin de rationaliser un dispositif jusqu'ici fragmenté et peu efficace. Cette réforme instaure trois segments officiels de change, avec pour principale innovation la création d'un taux flottant destiné à capter une partie des transactions

actuellement orientées vers le marché informel. Le nouveau cadre comprend un taux fixe de 1 USD = 24 CUP réservé aux services publics essentiels, un taux fixe de 1 USD = 120 CUP applicable aux entités publiques et mixtes génératrices de devises, ainsi qu'un taux flottant destiné aux personnes physiques et aux formes de gestion non étatiques. Ce dernier est déterminé par les conditions de l'offre et de la demande et fait l'objet d'une publication quotidienne par la Banque centrale.

République Dominicaine

Dans un premier bilan réalisé pour l'année 2025, le gouvernement estime que les principaux résultats économiques de l'année dernière ont été marqués par une croissance soutenue des exportations, une performance historique du régime des zones franches, l'expansion de l'emploi formel et des niveaux records d'investissements étrangers. Les exportations dominicaines ont atteint 13 Mds USD entre janvier et novembre 2025, soit une croissance annuelle de 10 %, enregistrant également le meilleur mois de novembre des 13 dernières années, avec des exportations s'élevant à 1,1 Md USD. Les zones franches représentent 61 % des exportations dominicaines. Parmi les principaux produits exportés, on peut citer l'or brut, les disjoncteurs électriques, les cigares et les cigarillos, les instruments médicaux de mesure de la pression artérielle et les t-shirts en coton. En 2025, l'industrie nationale a affiché de solides performances tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger. Entre janvier et octobre, les ventes intérieures cumulées ont augmenté de 10,9 % g.a., reflétant une expansion soutenue de l'activité productive et commerciale. Cette évolution s'est accompagnée d'un regain de dynamisme des exportations de biens industriels, qui ont atteint 1,9 Md USD entre janvier et novembre, soit une croissance de 19,8 % g.a.. Parmi les principaux secteurs, on peut citer le fer et l'acier, le ciment et les plastiques, qui témoignent de la capacité de l'industrie dominicaine à renforcer sa présence sur les marchés internationaux et à apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale. L'un des faits marquants de l'année a été que le régime des zones franches a dépassé les 200 000 emplois, atteignant 200 134 travailleurs, le niveau le plus élevé jamais enregistré dans son histoire. En 2025, 119 965 nouveaux emplois ont été créés dans l'économie dominicaine. Cette dernière se positionne comme la 2^{ème} économie en Amérique centrale et la région Caraïbes et la 7^{ème} dans la région ALC. L'économie dominicaine reste marquée par une forte informalité (environ 55 %). Ce taux est à peine supérieur à celui du Mexique, mais bien plus important que celui observé en Uruguay (22,7 %) ou au Chili (26,2 %), qui sont les deux pays de la région avec le meilleur taux de formalisation des emplois. Quant à l'investissement étranger direct, il a atteint 4 Mds USD en septembre 2025, le niveau le plus élevé enregistré

au cours des trois dernières décennies, avec des projections qui devraient dépasser les 4,8 Mds USD à la fin de l'année.

Saint-Christophe-et-Niévès

Le gouvernement de Saint-Christophe-et-Niévès a présenté un budget 2026 d'un montant proche de 400 M USD, visant à soutenir la croissance économique, renforcer la qualité des services publics et promouvoir un développement durable. Les autorités mettent l'accent sur l'amélioration de la productivité et le dynamisme de l'activité, à travers des investissements ciblés dans des secteurs jugés prioritaires, notamment la construction, le tourisme, le commerce, les transports, les services financiers et l'agriculture. Selon le Premier ministre, également ministre des Finances, ces orientations budgétaires devraient favoriser la création d'emplois, accompagner la modernisation de l'économie et renforcer la sécurité alimentaire. Le budget prévoit par ailleurs des financements dédiés au renforcement des institutions, à la modernisation de l'administration publique, ainsi qu'à des dépenses significatives en matière de sécurité nationale et d'infrastructures. Présenté sous le thème « *Investing in People and Progress* », le projet de loi de finances alloue notamment près de 120 M USD au ministère des Finances, 45 M USD au ministère de l'Éducation, 37 M USD au ministère de la Santé, 36 M USD au ministère de la Sécurité, et 27,5 M USD au ministère des Infrastructures, de l'Énergie et des Transports domestiques.

Sainte-Lucie

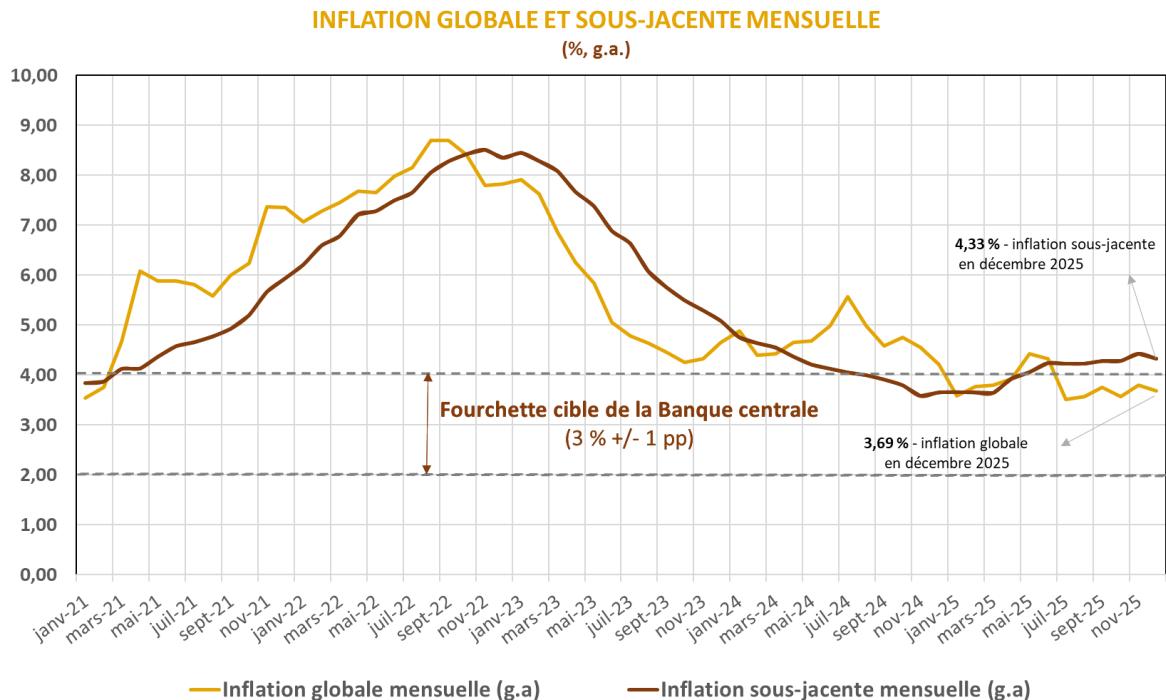
Selon Saint Lucia Tourism Authority, 36 255 visiteurs ont été enregistrés en novembre 2025, soit une progression de 7 % en glissement annuel et un niveau record pour un mois de novembre. La clientèle américaine demeure largement dominante, représentant 61 % des arrivées, devant les touristes canadiens (10 %) et ceux en provenance des autres pays de la région caribéenne (10 %). Cette dynamique confirme le rôle central du tourisme dans l'économie de Sainte-Lucie, où le secteur constitue l'un des principaux moteurs de l'activité. Il contribue de manière significative aux recettes publiques, à la création d'emplois et au soutien de l'activité économique locale.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

- Annexe Graphique Mexique -

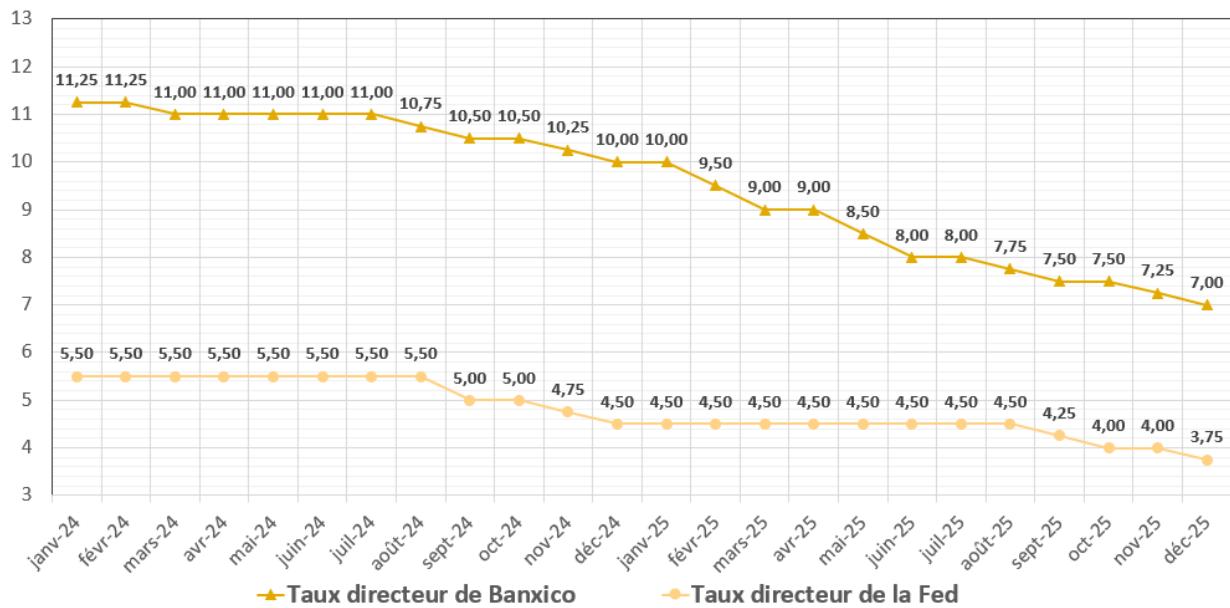


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Déficit (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



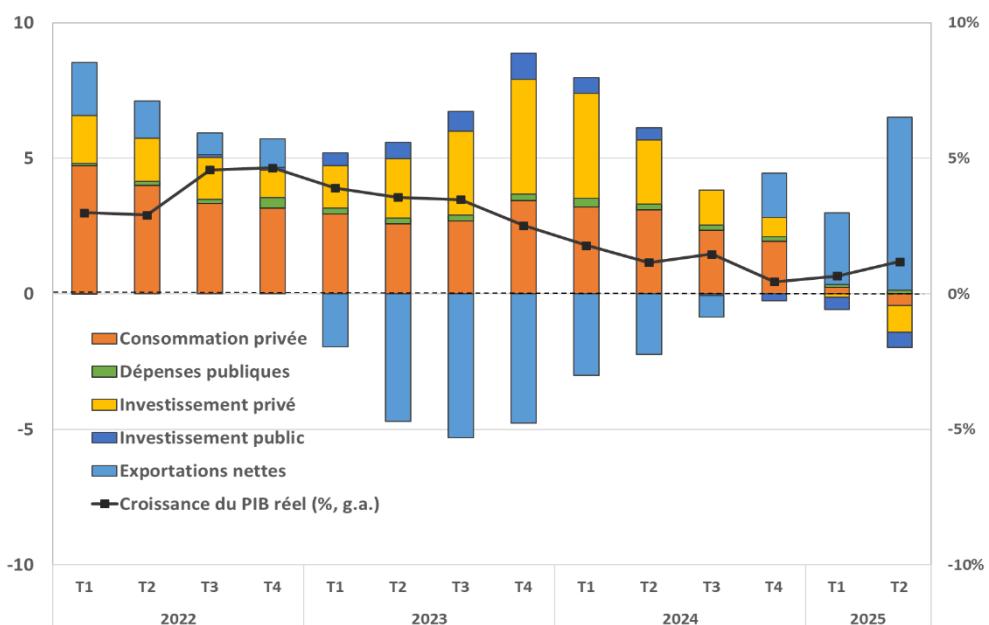
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



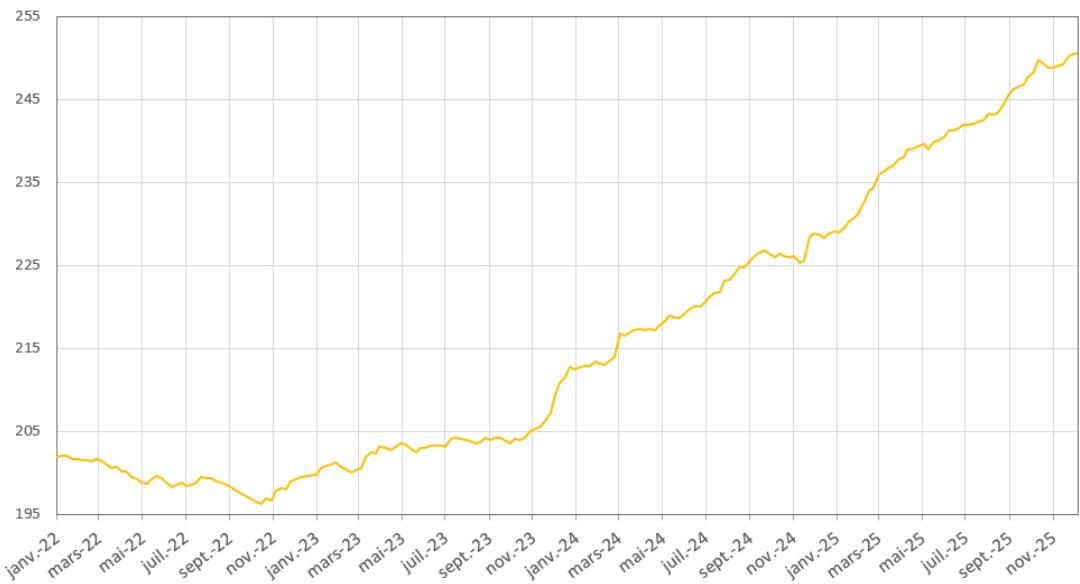
Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières
(calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr